

Les salariés de PROMA, à Gien, occupent leur usine depuis qu'ils ont appris, il y a quatre semaines, la liquidation de leur entreprise. Ils ont perdu leur emploi. Ils demandent à bénéficier d'une indemnité digne, conforme à ce qu'ils avaient eux-mêmes négocié par le passé.

Depuis quatre semaines, Ils multiplient les démarches.

Depuis des mois, et durant ces quatre semaines, j'ai multiplié moi aussi les démarches pour qu'ils soient entendus.

Au bout de ces quatre semaines, ces salariés n'ont toujours pas de réponse. Je tiens à dire que cela ne peut pas continuer ainsi.

J'appelle toutes les parties prenantes à faire dans les plus brefs délais les avancées nécessaires pour que les droits de ces salariés soient enfin reconnus et respectés.

Je rappelle que ces salariés ne portent pas la responsabilité de la situation qui leur est faite.

- C'est l'État qui a choisi d'apporter trois milliards de financement à PSA et autant à Renault et des sommes beaucoup plus faibles pour les équipementiers. PROMA fait partie des trop nombreuses entreprises qui n'ont bénéficié en rien des mesures annoncées en faveur des équipementiers et des financements tout à fait insuffisants qui leur étaient affectés.

- Le Groupe PROMA n'a malheureusement pas su ou pas pu apporter à l'entreprise de Gien les nouvelles commandes qui étaient nécessaires et la diversification de ses donneurs d'ordre qui était indispensable.

- LEAR, sous traitant de rang 1 de PSA (PROMA étant sous traitant de rang 2) porte aussi une responsabilité du même ordre. LEAR avait fait miroiter à l'entreprise de Gien des travaux pour le QASHQAI mais cela ne s'est en rien concrétisé. Enfin, LEAR n'a pas donné suite à l'offre concrète de GMD (entreprise basée à Sully-sur-Loire) qui aurait permis de sauver au moins vingt emplois.

Les tergiversations n'ont que trop duré.

J'en appelle à toutes les parties prenantes : l'État, PSA, LEAR, et PROMA-Italie pour qu'une réponse soit apportée dans les heures qui viennent.

Les salariés doivent être respectés, ils doivent recevoir enfin la juste indemnité qu'ils demandent.

Jean-Pierre Sueur